KINTZINGER, Martin, ROGGE, Jörg, *Königliche Gewalt – Gewalt gegen Könige. Macht und Mord im spätmittelalterlichen Europa*

Franck Collard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/714>

DOI : 10.4000/ifha.714

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Franck Collard, « KINTZINGER, Martin, ROGGE, Jörg, *Königliche Gewalt – Gewalt gegen Könige. Macht und Mord im spätmittelalterlichen Europa* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/714> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.714>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

KINTZINGER, Martin, ROGGE, Jörg, *Königliche Gewalt – Gewalt gegen Könige. Macht und Mord im spätmittelalterlichen Europa*

Franck Collard

Le thème du meurtre politique au Moyen Âge tardif comme celui de la violence dans les relations de pouvoir n'en sont plus au stade de la découverte par les historiens. En revanche, la confrontation entre violence subie par le prince et violence exercée par lui est un angle d'approche assez original. Le petit volume qui s'y consacre compte, en sus de l'introduction, cinq contributions rédigées en allemand à l'exception de celle, en anglais, de Ch. ALLMAND. Quatre d'entre elles observent un champ géographique précis (l'Empire, l'Angleterre, la France, la Bohême). La dernière, due à G. MELVILLE, est une réflexion plus générale sur la présence de la violence au Moyen Âge.

L'introduction bien cadrée des deux éditeurs montre l'actualité de la question en commençant par les commentaires qu'a suscités la mort de Jean-Paul Ier en 1978, attribuée au poison. De nombreux événements analogues survinrent à la fin du Moyen Âge, mais l'on a trop tendance à y voir une manifestation de brutalité aveugle alors que bien des meurtres procèdent d'une violence contrôlée et régulatrice. Il faut se demander quelle place occupe le recours à la violence meurtrière dans les sociétés politiques, quelles fonctions elle remplit, quelles réactions elle engendre, quels adeptes elle a en une époque de construction de l'État censée réserver à ce dernier l'usage de la force.

Les contributions qui suivent juxtaposent des observations sur des situations données. Dans l'Empire des XIII^e et XIV^e s., attentats et massacres jalonnent l'histoire politique mais ne sont pas si fréquents qu'on a bien voulu le dire. J. ROGGE s'arrête sur des agressions contre le prince (Philippe de Souabe, 1208, Albert de Habsbourg, 1308, Charles de Luxembourg, 1331 et 1350) ainsi que sur deux combats sanglants et ordales pour le pouvoir (Göllheim, 1298 et Mühlhof, 1322), en montrant

l'interpénétration des dimensions personnelles et politiques des conflits ainsi que l'ambiguïté de l'usage de la force, réparatrice ou destructrice, réactive ou préventive, par exemple de la tyrannie. La légitimité de la violence princière (militaire ou judiciaire) est la question centrale. Celle de la violence faite aux « oints du Seigneur » ne l'est pas moins. Les usages propagandistes de l'allégation d'empoisonnement contre Charles IV sont bien montrés – affirmer la légitimité du prince par sa résistance au venin, signe d'appui divin en provenance des modèles de l'hagiographie – mais nulle réflexion n'apparaît là ni ensuite sur l'appartenance problématique de l'arme toxique à l'arsenal de la violence. Abondamment mais presque exclusivement nourri aux sources et à l'historiographie germaniques, le propos reste très événementiel et analytique.

L'étude de Ch. ALLMAND sur l'opposition au pouvoir royal dans l'Angleterre tardomédiévale n'est qu'un rappel assez sommaire de ce que beaucoup savent déjà. Et la question pourtant pertinente au sujet du volume de la mise à mort de deux rois n'est pas abordée, sinon à travers la réputation des Anglais comme peuple régicide. La question d'une « culture politique nationale » plus ou moins violente selon les royaumes aurait mérité d'être posée pour un pays dont un seul roi est mort dans son lit entre 1399 et 1509.

Vient ensuite la contribution de M. KINTZINGER intitulée « Maleficium et veneficium ». Il y est question de l'exposition des princes à la violence et au danger de l'empoisonnement en France à partir de 1392, année de la crise de folie de Charles VI imputée au poison. La thèse générale est celle d'une substitution de la violence ouverte à la « violence » cachée des années 1364-1407, exercée au moyen du poison. L'insistance est mise à bon droit sur le caractère très régulé de la violence en ce royaume et sur son choix comme ultime possibilité, avant sa revendication et son assumption pleine et entière au XVe s. Certains aspects, les violences de la guerre civile tiennent plus du règlement des conflits sociaux dans le monde nobiliaire que d'actes politiques et le fait que Charles VII ait évité de reprendre, en 1419, les arguments sur le tyrannicide développés par Jean sans Peur en 1408 est justement relevé. Quoi qu'il en coûte à sa pudeur naturelle, le recenseur doit quand même s'étonner de la quasi ignorance de ses travaux sur le crime de poison au Moyen Âge, travaux dont l'un porte un titre très proche (mais écorché, comme beaucoup de mots des notes de bas de page) de celui de la contribution ici évoquée. L'auteur se fie à la vieille somme d'inspiration scientiste de Lewin dont il reprend les propos parfois plus que vagues : ce n'est pas « un certain Thibaud » qui fut soupçonné d'avoir empoisonné Louis VIII mais le comte de Champagne Thibaud IV ; « l'ecclésiastique de haut rang » mort dans des circonstances suspectes après s'être déclaré favorable à l'émancipation du jeune Charles VI fin 1388 est le cardinal de Laon. Plus globalement, la thèse de la mutation formelle de la violence politique n'emporte pas la conviction : c'est bien une agression ouverte et sanglante contre Olivier de Clisson qui s'est produite en 1392 ; on parle abondamment de poison dans les rapports franco-bourguignons au XVe s.

L'étude sur la Bohême montre comment la noblesse de ce royaume, par sa résistance aux monarques, notamment à Wenceslas, est parvenue à participer au pouvoir alors que la royauté exerçait une autorité jugée violente et contraire au bien commun. À partir de 1394 se multiplient des coups de force qui ne sont pas sans faire penser aux conflits entre royauté et noblesse anglaises. En juin 1397 par exemple, quatre proches conseillers royaux sont mis à mort pour trahison. La résistance au mauvais gouvernement est légitimée et le pouvoir royal se trouve limité et encadré, puis le mouvement hussite ajoute une dimension religieuse à l'hostilité du pays à la royauté,

sacralisant en quelque sorte l'opposition au monarque. En Bohême non plus, la violence politique ne surgit pas désordonnément, elle répond à une situation particulière (la rupture du droit par le roi), poursuit des buts bien précis (le rétablissement du droit et de la justice, la protection du bien commun) et suit des voies bien déterminées qui conduisent le royaume au-delà de la simple restauration du statu quo puisque s'inaugure le système de cogestion aristocratique-monarchique de l'État.

G. MELVILLE conclut le volume par des considérations générales sur l'importance de la présence de la violence aux temps médiévaux, à tort réputés en proie à la force sanguinaire et débridée, même s'il ne faut pas voir forcément non plus un amoindrissement linéaire des violences politiques avec la genèse de l'État moderne qui vise, certes, au monopole de l'usage de la force mais provoque, du coup, par cette ambition, des réactions violentes de la part de ceux, les nobles, qui estiment que l'usage de la violence fait partie de leur identité sociale. Le lecteur averti ne trouvera rien d'inédit dans ce propos conclusif où figurent les idées développées en France par Claude Gauvard ou Jacques Krynen, mais il retiendra une approche nuancée et culturelle de la *violentia* médiévale qui se trouve à l'opposé de la sauvagerie.

Au total, l'ouvrage laisse un peu le lecteur sur sa faim car les études de cas ne débouchent pas sur des comparaisons approfondies et la notion même de violence n'est pas assez formellement déclinée. L'absence des théâtres ibérique et italien est dommageable car Dieu sait la fécondité des affaires éclatées à la cour de Naples ou à celle de Castille.

Franck COLLARD (Université de Reims Champagne-Ardenne)